

« L'affaire Dreyfus raconte la fragilité de nos démocraties »

Avec son livre tiré de son podcast sur l'affaire Dreyfus, Philippe Collin ne raconte pas seulement un monument de l'histoire française. Il y voit aussi une leçon brûlante pour nos démocraties européennes.

ENTRETIEN

PIERRE-YVES WARNOTTE

On croit connaître l'affaire Dreyfus : un capitaine juif accusé à tort, l'île du Diable, Zola, *J'accuse...* !, puis la réhabilitation. Mais à force d'être rangée dans le patrimoine scolaire, elle risque de perdre ce qui la rend encore vivante. Philippe Collin, génial journaliste touche-à-tout français, la relit comme une crise politique complète : une République fragile, un Etat qui fabrique un coupable, des institutions qui protègent leur mensonge, un antisémitisme qui embrase tout. Cela écrit, l'affaire ne parle pas seulement de la France de la fin du XIX^e siècle. Elle interroge nos nations européennes, la tentation du repli, le rapport au savoir, la désinformation, et la fragilité des démocraties.

Pourquoi revenir aujourd'hui à l'affaire Dreyfus ? Qu'est-ce qu'elle dit de notre présent européen ?

Au moment de l'affaire Dreyfus, la République est jeune, elle n'a pas 30 ans, et elle subit une épreuve du feu. Et pourtant, elle résiste. Cela va durer dix ans, mais elle en sort grandie, renforcée, embellie. Cela nous apprend quelque chose : la République est toujours fragile. Je suis inquiet de voir aujourd'hui des valeurs partagées attaquées par différentes radicalités. Autour de l'affaire Dreyfus se dessinent deux rapports à la France : un nationalisme chauvin, excluant, qui considère que seuls certains Français seraient de vrais Français ; et un patriotisme ouvert, qui dit que la France est un agglomérat de gens différents adhérant à un projet commun. Je crois que nous sommes de nouveau confrontés à ces questions-là. Qu'est-ce que la France ? Mais aussi, au fond, qu'est-ce que la Belgique ? Qu'est-ce qu'une nation européenne dans les mois et les années qui viennent ?

Vous remettez Alfred Dreyfus au centre. Pourquoi était-il essentiel de ne pas le laisser disparaître derrière « l'affaire » ?

On touche ici à la matrice de mon projet. Je veux rendre hommage à deux historiens très importants, Philippe Oriol et Vincent Duclert, qui ont replacé Alfred Dreyfus au centre de son affaire. Alfred Dreyfus est un héros civique. Sans Alfred Dreyfus, il n'y a pas d'affaire Dreyfus. S'il meurt au bagne, il n'y a pas d'affaire. Or il tient cinq ans dans des conditions extrêmement dures, parce qu'il a foi en la République et foi en lui-même. Il est aussi juif. Sa force est aussi là, dans sa religion : il veut une justice immanente, ici et maintenant. On en a fait un héros un peu falot. Pourtant, à Rennes, pour son second procès, il sort de cinq ans sur l'île du Diable en Guyane et va éplucher tout son dossier, se défendre pied à pied. C'est un homme d'une force mo-

Je suis inquiet de voir aujourd'hui des valeurs partagées attaquées par différentes radicalités

”



Philippe Collin

Philippe Collin (51 ans) est producteur de radio, journaliste et auteur français. Figure de France Inter, il y conçoit les podcasts historiques *Face à l'histoire*, nourris par le travail d'historiens et portés par une narration très incarnée. Il a consacré des séries

à Pétain, Napoléon, Léon Blum ou Jean-Marie Le Pen. Auteur aussi du roman *Le Barman du Ritz*, il publie chez Albin Michel *Alfred Dreyfus. Le combat de la République*, prolongement de son podcast sur l'affaire Dreyfus.

rale qui impose le respect. Dreyfus n'est pas seulement l'erreur judiciaire. Dreyfus est le moteur de toute cette histoire.

Vous refusez d'ailleurs l'expression d'« erreur judiciaire » et parlez d'une machination. Où commence le crime d'Etat ?

C'est le fondement même de l'affaire. En France, on entend encore souvent dire que l'affaire Dreyfus serait le prototype de l'erreur judiciaire. Pas du tout. C'est une machination judiciaire, et elle commence quasiment dès le départ. Il y a bien un espion français au profit de l'Allemagne. Il y a aussi une angoisse dans l'armée française, après la défaite de 1870. Le ministre de la Guerre, le général Mercier, a l'ambition de devenir président de la République. Quand arrive l'affaire d'espionnage, il panique. Il lui faut un coupable, pour éviter que cela ne mette en cause l'armée et pour se présenter comme celui qui a résolu le problème. Très vite, Dreyfus devient le coupable idéal. Il est juif, officier d'état-major, et il faut sauver l'institution. On crée donc un dossier secret, non communiqué à la défense. Et l'on va dire : au nom du dossier secret, nous savons que Dreyfus est coupable. Mais il n'y a rien dans le dossier secret. Dès le départ, ils savent qu'ils mentent. Ce ne sont

pas des juges abusés par un dossier mal ficelé. Ce sont des juges qui condamnent en conscience.

Dans nos sociétés travaillées par le retour de l'antisémitisme, faut-il voir celui-ci comme le moteur de l'affaire Dreyfus ?

Au départ, c'est évidemment le déclencheur de l'affaire. Il y a un climat antisémite très puissant, à la fois antijuïdaïque, lié aux « forces de l'argent » et racial, selon lequel les Juifs ne seraient pas comme nous et représenteraient un danger pour le corps social français. Mais les choses changent avec Zola et avec Scheurer-Kestner, protestant et vice-président du Sénat. Ces hommes transforment l'affaire en quelque chose qui dépasse l'antisémitisme. Ils défendent un citoyen français de confession juive accusé à tort. Tout à coup, on revient à une vision du monde. Qu'est-ce que la dignité humaine ? Qu'est-ce que la justice ? Evidemment, Dreyfus a été condamné à tort parce qu'il est juif. Mais son cas va au-delà. Son cas devient une question de justice qui nous concerne tous.

Que reste-t-il de Zola, à l'heure où la parole intellectuelle se perd souvent dans le bruit médiatique ?

Depuis que je travaille sur l'affaire Dreyfus, j'ai une admiration immense pour Emile Zola. Pour moi, il est le deuxième héros de cette affaire après Dreyfus. *J'accuse...* !, ce n'est pas le cri d'un homme en colère. On pourrait croire que Zola écrit un éditorial comme on écrirait aujourd'hui un tweet. Ce n'est pas cela. *J'accuse...* ! est



Alfred Dreyfus - Le combat de la République !
PHILIPPE COLLIN
Editions Radio France-Albin Michel
384 p., 24,90 €, ebook 16,99 €

L'affaire Dreyfus, c'est quoi ?

L'affaire Dreyfus naît à l'automne 1894, dans une France encore hantée par la défaite de 1870 face à la Prusse. Un bordereau transmis à l'Allemagne est découvert : l'armée cherche un coupable et désigne le capitaine Alfred Dreyfus, officier juif d'état-major. Le 22 décembre 1894, il est condamné pour trahison par un conseil de guerre, sur la foi d'un dossier secret non communiqué à la défense. Le 5 janvier 1895, il est dégradé dans la cour de l'Ecole militaire, puis envoyé à l'île du Diable, en Guyane, où l'Etat durcit sans cesse ses conditions de détention. A partir de 1896, le colonel Picquart découvre que le vrai suspect est l'officier français Esterhazy. Mais l'institution militaire préfère protéger son mensonge. Le 13 janvier 1898, Emile Zola publie *J'accuse...* ! dans *L'Aurore* : l'affaire devient une crise nationale. En 1899, Dreyfus est jugé à Rennes, de nouveau condamné, puis gracié. La grâce ne reconnaît pas son innocence. Celle-ci n'est établie qu'en 1906, avec sa réhabilitation par la Cour de cassation. En 1914, Dreyfus reprend pourtant l'uniforme pour défendre la France.

P.-Y.W.

Pour aller plus loin

L'Histoire de l'affaire Dreyfus. De 1894 à nos jours

Philippe Oriol, Les Belles Lettres, 2014, 1.504 pages, 95 €

Spécialiste majeur de l'affaire, Philippe Oriol en livre la somme la plus complète : deux volumes, près de 1.500 pages, de l'arrestation de Dreyfus à sa réhabilitation, puis aux mémoires de l'Affaire. Un complément idéal à Collin : moins narratif, plus archivistique, pour mesurer la mécanique du mensonge d'Etat. P.-Y.W.

une stratégie. En accusant les ministres, les officiers de l'armée française, l'état-major, Zola sait qu'il va être attaqué en justice pour diffamation. Il veut provoquer un procès pour que l'affaire Dreyfus soit rejugée au civil. Zola, ce n'est pas un tweet. C'est une stratégie où l'on se met en danger et où l'on risque la prison. C'est cela, être un intellectuel.

Quelle est, finalement, la leçon la plus actuelle de l'affaire Dreyfus ?

Je dirais deux choses. La première, c'est que l'un des principaux enseignements de l'affaire Dreyfus est que le savoir est un pouvoir. Au nom du savoir, les intellectuels, les enquêteurs, Zola, ont pu agir. Aujourd'hui, on parle de fake news, de contenus trompeurs, de désinformation. Il faut réapprendre aux gens que le savoir donne un immense pouvoir.

La deuxième chose, c'est que quand on attaque les Juifs, on attaque la République. Quiconque attaque les Juifs, quiconque tient des propos antisémites, quiconque joue avec l'antisémitisme, joue contre la République. Dans un monde traversé par des actes antisémites documentés, par des propos parfois très tendancieux, quand on commence à faire cela, on commence à séparer. On commence à créer un climat de guerre civile. On commence à s'attaquer à la République. Quand on commence à être ambigu avec des choses fondamentales, on fracture la société française.